

CENTRE DE RECHERCHE SUR LES INSTITUTIONS, L'INDUSTRIE ET LES SYSTÈMES ÉCONOMIQUES D'AMIENS

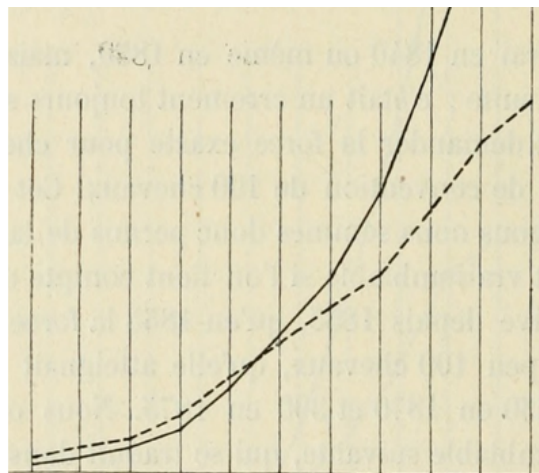
Accueil > Recherche > Axes de recherche > SAGES



Cet atelier examine les relations savoirs-pouvoirs dans le champ de l'économie et de la gestion, de l'échelle macroéconomique (politiques monétaires, budgétaires, sociales etc.), à l'échelle méso-économique (politiques industrielles et territoriales, champ de l'économie sociale et solidaire, santé etc.) et à celle micro-économique des organisations (entreprises, associations, ONG, ménages etc.).

Il s'intéresse notamment, dans une perspective foucauldienne, aux formes de gouvernementalités qui s'expriment dans des «

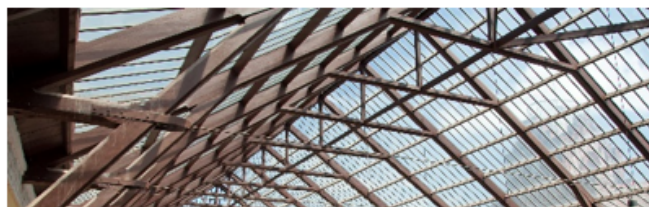
institutions, procédures, analyses et réflexions, calculs et tactiques qui permettent d'exercer cette forme de pouvoir qui a pour cible principale la population, pour forme majeure de savoir, l'économie politique, pour instrument technique essentiel les dispositifs de sécurité ». Au coeur des problématiques développées se trouvent donc les liens complexes entre des règles (règle de stabilité monétaire de telle banque centrale, règles d'expertise comptable etc.), des dispositifs et instruments (expérimentations randomisées contrôlées, statistiques de pauvreté, normes comptables IFRS, indicateurs de benchmarking, par exemple) et des discours théoriques et pratiques (du discours de l'économiste en chef de la Banque mondiale à celui d'acteurs associatifs) visant à gouverner des populations (les « chômeurs », les « nécessiteux », les travailleurs agricoles, les opératrices d'une ligne de production etc.). Le triptyque savoirs, instruments, populations constitue un guide heuristique permettant d'analyser une grande variété de configurations.



Aussi cet atelier articule-t-il perspectives d'économie politique comparative, de macroéconomie institutionnelle, d'économie industrielle et spatiale, de gestion des organisations et d'économie sociale et solidaire. Pour ce faire, il fait appel à des méthodologies diversifiées : analyses statistiques, enquête de terrain par observation participante, entretiens et archives, analyses lexicographiques etc.

Quatre domaines d'investigation ont été privilégiés jusqu'à présent :

- 1) l'économie du développement au sens large (continuités et ruptures entre savoirs coloniaux et expertise du développement, statistiques ethniques et savoirs académiques en Allemagne au début du XXe s., économie politique des statistiques africaines et usages de savoirs lacunaires, savoirs économiques et usages situés des expérimentations randomisées contrôlées, dispositifs contemporains de financement et d'évaluation de la qualité des ONG de développement, évolutions discursives du Fonds Monétaire International etc.),
- 2) l'économie monétaire (savoirs théoriques et politiques monétaires en Europe et Amérique latine, analyse des discours autour de la crise financière, savoirs économiques légitimant le bitcoin et gouvernement de la blockchain etc.),
- 3) l'économie industrielle et du travail (gouvernement des savoirs, construction des normes et production de l'ignorance dans les industries pharmaceutique et chimique, savoirs économiques et fabrique de la loi travail),
- 4) l'économie sociale et solidaire (savoirs, pratiques solidaires et innovation sociale, construction sociale des dispositifs d'évaluation d'impact). Ce dernier domaine est exploré, en partenariat avec l'institut Godin, premier centre de transfert en pratiques et innovation sociale de France. Ce dernier propose des outils alternatifs, co-construits avec les acteurs des Hauts de France (et au-delà), comme les marqueurs d'innovation sociale. De manière transversale, l'exploration des savoirs économiques a nécessité le développement de travaux



réflexifs sur l'évolution de la discipline économique, de ses institutions et de ses modalités d'évaluation, en faisant appel à la comparaison internationale.

Au vu des thématiques traitées et des méthodologies employées, cet atelier s'inscrit dans une perspective résolument interdisciplinaire, non seulement entre économie et gestion, mais aussi avec la sociologie, la

science politique, l'histoire ou encore la linguistique. L'étude des discours et des rhétoriques mobilisées par les acteurs offre de riches intersections avec l'atelier Histoire appliquée de la pensée. L'analyse des règles et dispositifs organisationnels permet aussi des fertilisations croisées avec les ateliers Gouvernement des organisations et Gouvernance, institutions et instabilité Financière.



Sur le plan conceptuel, les travaux de l'atelier prolongent Foucault de manière critique. Ils montrent notamment qu'à côté de la gouvernementalité (néo)libérale mise en avant par Foucault, on peut retracer l'existence d'une forme alternative de gouvernementalité depuis le XVIIIe s. Dans cette gouvernementalité qu'on peut qualifier de sociale, le système sociopolitique n'est pas vu comme discipliné par des relations marchandes mais accompagné par l'Etat et par une pluralité d'organisations instituant comme les communautés, les associations, les syndicats ou les corporations, en vue de finalités éthiques et sociales. Les savoirs mobilisés, les instruments, les populations visées caractérisant cette gouvernementalité sociale se distinguent nettement des gouvernementalités libérales et néolibérales.